



Selon une note du bureau de la ministre déléguée auprès du Premier ministre chargée des Droits Humains et de la lutte contre la Pauvreté Extrême, le gouvernement haïtien, qui a appris par voie de presse que des menaces auraient été perpétrées contre des défenseurs de droits humains et des journalistes, invitent ces derniers à porter plaintes afin de permettre la tenue d'une enquête pour que les vrais auteurs de ces menaces soient identifiés et poursuivis conformément à la loi, a appris HPN.

« L'administration Martelly et le gouvernement Lamothe prennent acte de cette note [[la note de la POHDH](#)] de dénonciation et condamnent avec la dernière rigueur ces lâches procédés. Ils invitent les organisations de défense des droits humains à porter plaintes afin de permettre la tenue d'une enquête pour que les vrais auteurs de ces menaces soient identifiés et poursuivis conformément à la loi », lit-on dans la note du gouvernement.

A rappeler que la Plateforme des Organisations de Défense des Droits Humains (POHDH), avait exprimé ses inquiétudes face aux menaces qui pèsent sur la presse haïtienne et sur des organisations de Droits Humains, dans un communiqué parvenu à la rédaction d'Haïti Press Network la semaine dernière.

Selon la POHDH, le 2 avril 2014, le Réseau National de Défense des Droits Humains (RNDDH), membre de la POHDH, a reçu une lettre de menaces contenant une balle, adressée à son Directeur Exécutif et Secrétaire Général de la Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme (FIDH), Monsieur Pierre ESPERANCE.

De plus, certains journalistes, ayant reçu des lettres, font aussi l'objet de vives menaces. Il s'agit entre autres du journaliste de Radio Tropic F.M, animateur de l'émission Espace Vérité, Jean Oreste Morin qui a reçu, le 3 avril 2014, une lettre de menace.

Dans la lettre qui lui est envoyée figurent les noms de plusieurs autres journalistes comme Patrick Chery de Radio Télévision Zenith, Jean Monard Metellus de Radio Télévision Caraïbes FM et de Liliane Pierre Paul de Radio Télévision Kiskeya.

Menaces: Le Gouvernement invite les défenseurs de droits humains et journalistes à porter plaintes

Écrit par FJP/HPN - Mis à jour Samedi, 19 Avril 2014 08:31

Dans la note du bureau de la ministre déléguée auprès du Premier ministre chargée des Droits Humains et de la lutte contre la Pauvreté Extrême, le gouvernement s'engage à accompagner les organisations de défense des droits humains et les membres de la presse dans leur quête de la vérité afin qu'ils puissent poursuivre en toute sécurité leurs activités pour l'édification de l'État de Droit auquel doivent collaborer tous les secteurs vitaux de la vie nationale.